



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Initiative sur la flambée des prix des aliments

Synthèse sous régionale des évaluations du degré de satisfaction des bénéficiaires et les impacts des TCP nationaux dans le cadre de l'ISFP



**Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale
Libreville, Gabon
Mars 2010**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET DES ANNEXES	4
LISTE DES ACRONYMES	5
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
1. INTRODUCTION	8
.... 1.1 Brève présentation de la flambée des prix dans la sous région	8
.... 1.1.1 Evolution des prix alimentaires dans la sous région	8
.... 1.1.2. Les sources de tension sur les marchés de la sous région.....	9
.... 1.1.3. Impact de la hausse des prix sur les conditions de vie des populations.....	9
1.2. Résumé des réponses gouvernementales à la flambée des prix	10
1.3. Réponse de la FAO à la crise dans la sous région	10
1.4. But de l'évaluation des projets TCP de l'ISFP	11
1.5 Brève description des enquêtes sur l'évaluation des TCP de l'ISFP	11
2. RÉSUMÉ DES PROJETS TCP DANS LA SOUS RÉGION	13
.... 2.1 Aperçu des projets TCP dans la sous région.....	13
.... 2.1.1- Liste des projets TCP dans la sous région	13
.... 2.1.2- Aperçu des intrants distribués dans la sous région.....	13
.... 2.1.3- Profil socio- économique des échantillons de ménages bénéficiaires	14
.... 2.2 Identification des bénéficiaires et choix des intrants.....	15
.... 2.3. Impression des producteurs qui ont reçu les intrants	15
.... 2.3.1- Sensibilisation des producteurs sur le pourquoi ils reçoivent des intrants	15
.... 2.3.2- Connaissance des intrants agricoles reçus et volonté de les adopter	16
.... 2.3.3- Degré de satisfaction des intrants reçus	16
.... 2.3.4- Impacts perçus des TCP par les ménages bénéficiaires.....	19
3. ANALYSE DU SYSTÈME DE DISTRIBUTION DES INTRANTS DANS LES PROJETS TCP	22
.... 3.1 Principaux type de systèmes de distribution des intrants	22
.... 3.2 Efficacité des systèmes de distribution des intrants	22
.... 3.2.1. Connaissance des intrants agricoles reçus et volonté de les adopter	22
.... 3.2.2. Degré de satisfaction des bénéficiaires des intrants	23
.... 3.2.3. Impacts perçus des TCP sur les ménages bénéficiaires	25
.... 3.2.4. Contraintes liés au système de distribution des intrants	26
.... 3.2.5. Suggestions pour améliorer le système de distribution des intrants	26
.... 3.3 Analyse des Forces, faiblesses, opportunités, menaces.....	26
.... 3.3.1 Points forts des TCP nationaux	26
.... 3.3.1 Aspects améliorables des TCP nationaux	27
4. INTÉGRATION DES TCP AUX RÉPONSES GOUVERNEMENTALES	28
5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	29
DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES.....	30
ANNEXES	31

Liste des tableaux, graphiques et des annexes

Tableau 1 : Evolution comparée des prix des produits alimentaires à N'Djamena

Tableau 2: Liste des pays bénéficiaires des TCP dans le cadre l'ISFP en Afrique Centrale

Tableau 3 : Taille et représentativité des échantillons constitués

Tableau 4 : Profil socio économique des bénéficiaires dans la sous région

Tableau 5 : Connaissance des intrants distribués

Tableau 6: Degré de satisfaction des ménages bénéficiaires des semences

Tableau 7: Degré de satisfaction des ménages bénéficiaires des engrais

Tableau 8 : Perception de l'impact TCP nationaux par les bénéficiaires

Annexes 1: Tableau des quantités d'intrants distribués et nombre de bénéficiaires par pays

Annexe 2: Tableau de description des projets TCP dans le cadre de l'ISFP dans la sous région

Annexe 3: Tableau du nombre de ménages bénéficiaires par pays et par type d'intrants

Annexe 4: Tableau des superficies emblavées en hectares par spéculation et par pays

Annexe 5 : Graphique du nombre de ménages bénéficiaires vs superficies emblavées par pays

Graphique 1 : Répartition des superficies emblavées par spéculation

Liste des acronymes

ACDA	Agence Centrafricaine de Développement Agricole
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
DPAF	Direction de la Production Agricole et de la Formation au Tchad
FAO	Organisation des nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
GIC	Groupement d'Initiatives Communes au Cameroun
INS	Institut National des Statistiques au Cameroun
ISFP	Initiative contre la flambée des Prix des produits agricoles
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural du Cameroun
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONDR	Office National de Développement Rural au Tchad
PNR	Programme National Riz en RDC
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire au Cameroun
RAF	Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SFC	Bureau sous Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale
SNSA	Service National des Statistiques Agricoles en RDC
STP	Sao Tomé et Principe
TCP	Technical Cooperation Project
UML	Unité de Mesure Locale

RESUME EXECUTIF

L'évaluation du degré de satisfaction des bénéficiaires des TCP nationaux dans le cadre de l'ISFP en Afrique Centrale a été réalisée dans tous les pays bénéficiaires à l'exception de STP. Cette évaluation a été conduite par des Consultants nationaux courant décembre 2009 et janvier 2010. Dans la sous région, les TCP financés par la FAO pour atténuer les effets de la crise alimentaire de l'année 2008 ont permis de fournir des intrants (semences, engrais, petits outils) à environ 49 000 ménages. Parmi les produits dont la production a été appuyée, il ya le sorgho, le riz, le maïs qui représentent respectivement 39%, 21% et 17% des superficies emblavées sur la base des quantités de semences distribuées. D'autres spéculations non moins importantes comme l'arachide, le haricot, le manioc et le taro ont bénéficié de cet appui.

L'évaluation du degré de satisfaction et des impacts des TCP dans la sous région a touché une proportion variable de bénéficiaires dans les différents pays (7% au Cameroun, 3% au Tchad, 1% en RDC). La proportion de femmes dans les échantillons constitués est de l'ordre de 10% au Cameroun et au Tchad et 48% en RDC. La capacité des ménages échantillonnés à pouvoir se nourrir à partir de leur propre production est d'environ 07 mois.

Les résultats des différentes enquêtes menées montrent que la sensibilisation des bénéficiaires par rapport aux objectifs du projet a été insuffisante. Par contre, les intrants distribués sont bien parvenus aux bénéficiaires qui dans une assez grande proportion apprécient leur qualité et leur pertinence pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Globalement les systèmes de distribution constitués par les responsables des ministères de l'agriculture et les organisations des producteurs ont été bien appréciés. Particulièrement, les systèmes de distribution du Cameroun et celui de STP offrent la possibilité de retracer les bénéficiaires et sont une des clés de succès de cette initiative dans ces pays.

Pour ce qui concerne le degré de satisfaction des bénéficiaires, il a été très élevé (entre 80 et 100%) pour les semences améliorées, les engrais surtout les engrais spécifiques pour le riz et les cultures maraichères, le petit outillage, et les aliments pour le petit élevage. Au Tchad par exemple, la faible proportion de femmes parmi les bénéficiaires a témoigné d'un degré de satisfaction par rapport à la réception des semences de l'ordre de 71% contre 56% pour les hommes. Ce degré de satisfaction est partagé pour les poussins d'un jour au Cameroun et il existe quelques insatisfaits notamment pour l'arachide en RCA et la pomme de terre à STP. Cette insatisfaction est surtout liée à la mortalité observée au niveau des poussins d'un jour qui est de l'ordre 20% et du taux de germination relativement faible pour l'arachide et la pomme de terre du fait des mauvaises conditions d'entreposage. Les engrais n'ont pu être fournis qu'à 18% des bénéficiaires de semences améliorées. Lorsque le paquet technologique (semences améliorées et engrais) est bien appliqué des rendements intéressants de l'ordre de 04 tonnes par ha ont été obtenus (cas du maïs au Cameroun et à STP).

En plus de l'amélioration des réserves alimentaires et des revenus des ménages bénéficiaires, les TCP nationaux ont eu un impact sur la constitution ou la reconstitution des réserves semencières, l'augmentation des quantités marchandes de produits alimentaires, la dynamisation des organisations de producteurs. Des opérateurs privés œuvrant dans la fourniture des intrants ont bénéficiés de l'impact des projets nationaux. Enfin, pour plusieurs pays bénéficiaires de cet appui, il y a une réduction des importations alimentaires et le démarrage d'une véritable politique de sécurité alimentaire.

La mise en œuvre des TCP dans la sous région a connu des contraintes inhérentes à leur nature de projets d'urgence. C'est ainsi que les retards dans la mise en place des intrants par rapport aux calendriers culturels ont été un partout relevés par les bénéficiaires. L'insuffisance des ressources pour le suivi et l'encadrement des bénéficiaires ressortie par les services techniques et les producteurs.

Les résultats obtenus à travers cet appui qui vise l'atténuation de la crise alimentaire de 2008 sont donc probants, mais il est encore tôt de penser à la baisse des prix sur les marchés locaux. En attendant, il est recommandé aux pays de la sous région d'accroître leurs investissements en agriculture en développant les infrastructures et les marchés mais aussi de poursuivre l'orientation des politiques agricoles en faveur du petit producteur. L'intensification et la diversification de la production au niveau du petit producteur sont une option qui apporte des solutions durables à l'insécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté.

1. INTRODUCTION

Les prix des produits alimentaires ont connu une flambée un peu partout à travers le monde pendant le premier semestre 2008, entraînant pour certains pays notamment en Afrique au sud du Sahara, une grogne sociale, avec des heurts parfois mortels et des menaces de grève en cascades.

Les conséquences négatives de cette crise sont encore perceptibles sur les performances macroéconomiques réalisées par cette zone ces dernières années. Cette décélération de la croissance constitue un frein évident pour la lutte contre la pauvreté avec l'augmentation du chômage ainsi que les ajustements budgétaires liés à l'amenuisement des recettes publiques.

La situation a été particulièrement préoccupante pour de nombreux pays en l'Afrique Centrale où l'envolée des prix alimentaires a suscité de vives inquiétudes par rapport à la sécurité alimentaire déjà précaire pour la réalisation des OMD. Pour certains pays de la sous région qui sortent de conflit interne et qui ne bénéficient pas de la manne pétrolière, la situation nutritionnelle des plus démunis a été aggravée. Néanmoins, la crise a touché différemment les pays de la sous région.

1.1 Brève présentation de la flambée des prix dans la sous région

1.1.1 Evolution des prix alimentaires dans la sous région

Au cours des cinq dernières années, l'évolution des prix à la consommation en Afrique Centrale, a connu deux périodes importantes d'inflation aussi bien pour les produits alimentaires d'origine végétale que pour les produits d'origine animale.

La première période commence en 2005 après les années de déflation sur les prix des produits vivriers. Durant cette période qui dure jusqu'en septembre 2006, les prix à la consommation finale des ménages ont augmenté de l'ordre de 14 % par rapport à 2002 au Cameroun. Cette situation qui a été générale dans la sous région. Elle a été engendrée par l'insuffisance de l'offre alimentaire consécutive aux conditions climatiques erratiques que plusieurs pays de la sous région ont traversées (pluies trop abondantes, irrégulières ou insuffisantes, ...). Il ya eu également la hausse des coûts de transport résultant de la révision successive du prix des produits pétroliers à la pompe dans plusieurs pays.

La seconde période commence en mai 2007 après la courte accalmie observée de fin 2006 à début 2007 et s'étend jusqu'en février 2008. Elle a été déclenchée par les prix des produits laitiers et céréaliers (riz, farine de blé et ses dérivés) sur le marché international. En cumulant la hausse observée entre février 2007 et juillet 2008 à celle observée deux ans plutôt, on constate qu'entre février 2005 et février 2008, les prix des produits alimentaires ont flambé de 19,8% au Cameroun. Cette tendance est également observée dans la plupart des pays de la sous région et illustrée à Ndjaména au Tchad dans le tableau 1 ci après.

Tableau 1 : Evolution comparée des prix des produits alimentaires à Ndjaména

	Sorgho blanc	Maïs	Riz local entier	Riz importé
Prix juillet 2006	208	209	362	394
Prix juillet 2007	208	209	317	387
Prix juillet 2008	257	271	585	604
Ecart% 2008/2006	+24	+30	+62	+53
Ecart% 2008/2007	+24	+30	+85	+56

Source : Rapport de synthèse pays sur la flambée des prix en AC

La tension observée sur les marchés de produits alimentaires de base peut être néanmoins nuancée :

- ✚ Au Burundi, sur les marchés de l'intérieur du pays, la hausse du prix du haricot a été de l'ordre de 55,5% de fin juin 2007 à fin juillet 2008
- ✚ En RCA, entre 2003 et 2008, l'indice des prix des produits alimentaires a varié entre -4 et 7% et a été très influencé par la volatilité des prix des produits de l'élevage du fait de la sensibilité des producteurs à l'insécurité et autres tracasseries administratives qui résultent des conflits internes et de l'instabilité que ce pays connaît.
- ✚ Au Congo, les céréales demeurent le groupe de produits alimentaires qui a beaucoup alimenté l'inflation durant les cinq dernières années (+11,8% en moyenne par an), mais la hausse la plus importante des prix a été observée en 2007 avec un pic qui a atteint +41,7%.
- ✚ En RDC, l'amplitude des prix des produits importés sur les marchés de Kinshasa a été de 76% pour la viande capa, 45% pour le riz, 40% pour le poulet wilky et 27% pour le poisson chinchard.
- ✚ Au Gabon, les plus grandes hausses observées entre juillet 2007 et mai 2008 concernent le poisson rouge, les huiles végétales et de cuisine et tous des produits importés. Ces hausses avoisinent respectivement 61%, 48% et 16%.
- ✚ L'index des prix à la consommation (IPC) à Sao Tomé et Príncipe a enregistré en décembre 2007 une variation entre janvier et juillet 2008 de l'ordre de 28%. Cette situation est surtout le reflet de la faible production intérieure de produits alimentaires qui rend le pays dépendant des importations donc de la fluctuation du cours du pétrole sur le marché international.

1.1.2. Les sources de tension sur les marchés de la sous région

Les sources de tension sur les marchés de produits agricoles dans la sous région sont multiples hormis les contraintes déjà énoncées telles que les facteurs climatiques défavorables et la réalité mondiale des marchés de produits agricoles. Au niveau strictement sous régional on peut retenir :

- ❖ Les flux de produits échangés de part et d'autre des frontières avec les pays limitrophes, en fonction des déficits et des excédents enregistrés. Ces échanges interviennent avec le Niger, le Nigéria à l'Ouest, à l'Est avec le Soudan et au nord par la Lybie. Sur le marché sous-régional de Dawanau à Kano (Nord Nigéria), la hausse des prix des céréales (sorgho et maïs) a été réelle. Cette situation affecte considérablement des pays limitrophes comme le Cameroun et le Tchad. Les mesures conservatoires prises par le Cameroun en matière d'exportation des céréales ont contribué au renforcement de la tension récurrente sur les prix des céréales à mesure que la période habituelle de soudure (Juillet - Septembre) approchait.
- ❖ La hausse des prix des produits alimentaires est considérable et surtout prononcée pour le riz et le maïs. Pour les produits importés, comme le riz, le poisson congelé, la tomate en fruit, cette hausse est surtout tributaire du prix international mais aussi de la hausse des prix des biens et services de transport qu'exacerbent la mauvaise qualité des routes, le manque de transparence dans les échanges au niveau sous régional et les changements d'habitudes alimentaires au niveau des grands centres urbains.

Pour le maïs, importé ou localement produit, son utilisation avérée dans la production avicole au Cameroun et à STP, et sa transformation avec les petites unités industrielles naissantes, favorise également la hausse de son prix.

Certains pays comme la RDC, le Burundi et Sao Tomé et Príncipe ont connu un renchérissement des prix des produits alimentaires surtout par le fait de la dépréciation de leurs monnaies face au dollar US.

1.1.3. Impact de la hausse des prix sur les conditions de vie des populations

L'impact direct de la hausse des prix sur les conditions de vie des populations s'est illustré par un taux d'inflation caractérisé entre 2004 et 2008 avec une forte variation d'une année à l'autre dans quelques pays de la sous région.

L'incidence de cette inflation sur la sécurité alimentaire a été une préoccupation pour les populations vulnérables qui sont en général des acheteurs nets de céréales durant une longue période: ce sont les éleveurs, les populations des zones structurellement déficitaires, les agriculteurs affectés par les conflits internes, les sécheresses et les inondations, et les populations vulnérables des zones urbaines.

Par ailleurs, dans la plupart des pays, les ménages pauvres opèrent des substitutions et des ajustements dans leur budget et dans leur comportement au détriment de la qualité des aliments consommés pour faire face à cette hausse des prix. Ces comportements affectent aussi certains services sociaux tels que l'éducation et la santé. Si cette tendance se maintient, ces comportements sont susceptibles d'éroder les efforts des pouvoirs publics en faveur de la réduction de la pauvreté.

1.2. Résumé des réponses gouvernementales à la flambée des prix

Les mesures prises pour alléger dans le court et le moyen terme le poids de la flambée des prix sur les consommateurs par les Gouvernements dans la plupart des pays de la sous région ont consisté en l'adoption de textes pour confiner l'ampleur du phénomène et l'engagement de mesures d'ordre budgétaire et fiscal. Il s'est agit de :

- établir une liste de produits de première nécessité à la procédure d'homologation préalable avant toute mise en vente sur le marché national. Ces produits (sucre, lait, poisson congelé importé, farine de froment, farine de maïs, riz importé, sel de cuisine, huiles de palme brute et huiles de table) sont principalement visés par cette mesure ;
- renforcer les programmes de protection sociale destinés aux plus pauvres (les programmes dits de « filets de sécurité », tels que les transferts de nourriture ou de revenus, et les programmes de nutrition centrés sur la petite enfance), et ce en milieu tant urbain que rural. Quelques pays, comme l'Inde ou l'Afrique du Sud, ont déjà des programmes de protection sociale susceptibles d'être élargis pour couvrir ces nouveaux besoins ;
- étendre la suspension des droits de douane et les taxes de transaction sur les produits de première nécessité comme les produits laitiers, les huiles végétales, la tomate en conserve, le sucre et la farine de blé et le riz;
- créer dans certains pays (Burundi et Congo) des observatoires des prix des produits de grande consommation (organe de surveillance) afin de s'assurer que les allègements fiscaux et douaniers profitent aux consommateurs finaux;
- subventionner les intrants des produits de première nécessité en achetant directement des intrants agricoles aux paysans les plus démunis ou en les remettant des bons pour l'achat d'intrants agricoles ;
- accélérer la mise en œuvre de Programmes de Coopération Technique (TCP) avec la FAO et d'autres partenaires multilatéraux comme l'Union Européenne, afin d'accompagner les actions urgentes initiées au niveau des pays en vue d'assister les petits producteurs à accéder aux intrants agricoles ;

Par ailleurs, il convient de signaler les efforts de réduction ou de stabilisation du prix du carburant à la pompe et l'amélioration des dispositions pour faciliter les échanges intra régionaux.

1.3. Réponse de la FAO à la crise dans la sous région

La réponse de la FAO à la crise alimentaire dans la sous région s'est située à plusieurs niveaux :

- Les études sur le phénomène de la flambée des prix dans les pays de la sous région : Elles font suite à une requête de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) et visait à faire le point de la situation difficile dans laquelle se trouvent les ménages dans ce contexte de crise céréalière et pétrolière qui sévissait dans plusieurs pays d'Afrique et particulièrement en Afrique Centrale et de proposer des solutions de sortie de crise à moyen et long terme.

Pour la réalisation de ces études qui ont concerné l'évolution des prix des produits alimentaires et non alimentaires dans la sous région en juillet 2008, des consultants nationaux ont été recrutés dans les pays suivants : La République Démocratique du Congo (RDC), la République Centrafricaine (RCA), le Cameroun, le Tchad, le Sao Tomé et Principe (STP), le Congo, le Gabon et le Burundi.

Ces études ont conclu en la nécessité d'accentuer la promotion du secteur agro pastoral dans les stratégies de sécurité alimentaire, de relancer l'économie et lutter contre la pauvreté. En effet, il est urgent d'améliorer la production agricole et les circuits de distribution des produits vivriers pour résoudre la crise alimentaire dans la sous région de manière durable.

- La mise en œuvre des TCP nationaux et du projet sous régional : L'Initiative contre la Flambée des Prix des Denrées Alimentaires (ISFP) lancée par la FAO en 2008 vise à aider les pays les plus démunis à faire face à cette situation préoccupante. En Afrique Centrale, cinq (05) TCP nationaux de distribution d'intrants ont été accordé au pays suivants: Cameroun, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Tchad et Sao Tomé et Principe.

Tous ces projets ont un caractère d'urgence parce qu'ils visent à apporter une réponse à une situation de crise alimentaire conjoncturelle ; cependant, ils pourraient permettre aux bénéficiaires de poser les jalons d'une agriculture intensive et durable afin de sortir progressivement de la pauvreté. Les projets nationaux ont été approuvés en juillet 2008 à l'exception de celui de Sao Tomé qui n'a été approuvé qu'en novembre 2008.

- La mise en œuvre du projet sous régional d'appui aux TCP nationaux : Ce TCP sous régional vise le renforcement des capacités nationales de suivi technique et opérationnel des activités des TCP nationaux. Pour ce faire, des consultants ont été recrutés afin d'apporter un appui technique rapproché aux principaux acteurs des TCP nationaux surtout pour la programmation des activités, l'acquisition des intrants, le suivi des activités, l'analyse de situation alimentaire et la formation à la demande des différents acteurs.

1.4. But de l'évaluation des projets TCP de l'ISFP

Le but de l'évaluation des projets TCP lancée dans le cadre de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires est de :

- 1) Évaluer le degré de satisfaction des bénéficiaires des TCP nationaux et l'impact de ces projets sur leurs conditions de vie;
- 2) Recueillir les points de vue des ménages bénéficiaires, des organismes d'exécution et des fournisseurs d'intrants ;
- 3) Contribuer à un processus d'apprentissage qui sera utile pour optimiser les futures interventions d'urgence.

1.5 Brève description des enquêtes sur l'évaluation des TCP de l'ISFP

La mesure du degré de satisfaction des bénéficiaires et l'évaluation des impacts des projets TCP dans le cadre l'ISFP en Afrique Centrale a été réalisée courant décembre 2009 et janvier 2010 par des consultants nationaux. Le processus a été finalisé pour le Tchad, le Cameroun, la RDC et la RCA. Par contre, il n'a pas

encore été engagé à STP compte tenu du retard accusé dans le démarrage des activités du projet dans ce pays.

L'organisation des enquêtes a démarré par le recrutement des Consultants au niveau des Représentations de la FAO dans ces pays sur la base de termes de références. Les consultants retenus relèvent de structures comme l'INS au Cameroun, le SNSA en RDC. Ce sont les Consultants qui ont élaboré les questionnaires, recruté et formé les enquêteurs sur la base des lignes directrices et du questionnaire générique initié par le secrétariat de l'ISFP. Les fiches d'enquête administrées par les enquêteurs sous la supervision d'une équipe mise en place par les Consultants nationaux, ont été dépouillées, codifiées et analysées par ces Consultants qui ont également rédigé les rapports de l'évaluation des TCP nationaux. Ces rapports sont soumis aux Représentations de la FAO et lorsqu'ils sont approuvés, transmis au bureau sous régional pour l'élaboration de la présente synthèse conformément à un plan type également fourni par le secrétariat de l'ISFP.

Les échantillons constitués dans le cadre des enquêtes sur le degré de satisfaction des bénéficiaires et de l'impact des projets TCP au titre de l'ISFP dans les différents pays sont de tailles très variables telles qu'elles ressortent du tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 : Taille et représentativité des échantillons

Pays	Nombre de bénéficiaires	Taille de l'échantillon	Représentativité / bénéficiaires
Cameroun	13 454,0	934	7%
RDC	10 029,0	150	1%
RCA	14 515,0	1410	10%
THD	9 960,0	322	3%
STP	1 860,0	nr	-
Total	49 818	2 816	

Elles ont touché 1 410 ménages en RCA soit 10% des bénéficiaires, 934 ménages au Cameroun soit 7% des bénéficiaires, 150 en RDC soit 1% des bénéficiaires, et 322 au Tchad soit 3% des bénéficiaires. A STP, l'enquête n'est pas encore mise en route ; Cependant, une mission du bureau sous régional dans ce pays a permis de combler cette lacune en attendant le rapport national en préparation.

Le temps imparti n'a pas permis à certains Consultants de compléter toutes les analyses des données collectées notamment en RCA et en RDC et des retards considérables ont été enregistrés dans la remise des rapports finaux. Par ailleurs, des limites inhérentes à ce type d'évaluation ont été ressorties:

- Les déclarations des bénéficiaire ne peuvent pas être vérifiées ;
- La longue période qui sépare la distribution des intrants et la réalisation des enquêtes peut être préjudiciable à la qualité des informations fournies par les bénéficiaires.

Il convient également de relever l'existence d'écarts quelques fois très énormes entre les chiffres contenus dans les rapports techniques d'exécution des projets et les rapports d'évaluation montrant que la revue documentaire n'a pas toujours été complète. La synthèse régionale est élaborée suivant le plan indiqué par le secrétariat de l'ISFP et prend en compte, les rapports d'évaluation et d'exécution, les rapports de mission de même que de nombreux autres documents élaborés dans le cadre de cette initiative au niveau du SFC (voir documents de référence).

2. RESUME DES PROJETS TCP DANS LA SOUS REGION

2.1 Aperçu des projets TCP dans la sous région

2.1.1- Liste des projets TCP dans la sous région

La liste des projets TCP initiés et mis en œuvre dans le cadre de l'ISFP en Afrique centrale est présentée dans le tableau 2 ci-dessous : Au total 5 pays ont bénéficiés de cet appui et les accords de financement ont été signés en juillet 2008 excepté STP dont l'accord a été signé en novembre 2008.

Tableau 3: Liste des pays bénéficiaires des TCP dans le cadre l'ISFP en Afrique Centrale

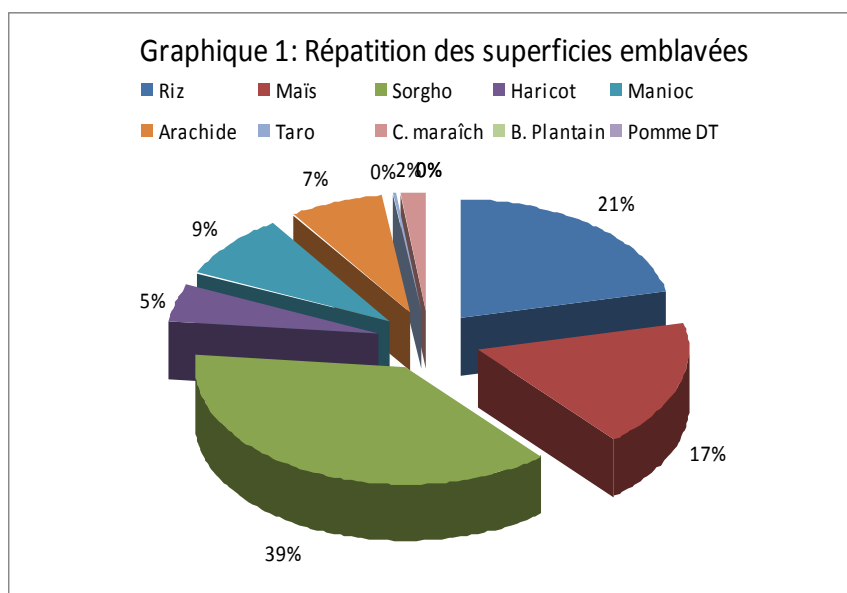
PAYS	Date d'approbation du projet	Montant alloué (1000 USD)	Domaine d'appui	Spécifications /Produits	Nombre de Bénéficiaires prévus	Types d'intrants sollicités
CAMEROUN	Juillet 2008	500	Production végétale Production animale	Maïs, Sorgho, Riz. Volaille, porcs petits ruminants.	4 450 1 800	Semence, Engrais Aliment, poussins, Produits vétérinaire
TCHAD	Juillet 2008	500	Production végétale	Sorgho, Riz, Manioc, Cultures maraîchères.	12 000	Semence; Engrais, Outils
RCA	Juillet 2008	500	Production végétale	Arachide, Maïs, Riz, Manioc.	8 600	Semence; Engrais, Outils
RDC	Juillet 2008	500	Production végétale	Riz	10 000	Semence; Engrais, Outils
SAO TOME ET PRINCIPE	Novembre 2008	250	Production végétale	Maïs, haricot, Pomme de terre, taro manioc	1 450	Semences, engrais, pesticides et petits outils

Le montant du financement de la FAO est de 250 000 USD pour STP et de 500 000 USD pour les autres pays bénéficiaires.

2.1.2- Aperçu des intrants distribués dans la sous région

Les quantités d'intrants distribués dans la sous région et le nombre de bénéficiaires sont contenus dans les tableaux 1 et 3 en annexe. Les intrants distribués sont diversifiés mais il s'agit essentiellement de semences, d'engrais de pesticides, de petit outillage et de produits d'élevage. Pour la production végétale, il ressort du tableau ci-dessus cité que dans tous les pays concernés excepté le Tchad, les ménages ont bénéficié de semences améliorées.

Ainsi, près de 180 tonnes de riz ont été distribués en RDC et en RCA, 70 tonnes de maïs au profit du Cameroun, de la RCA et de STP, plus de cinq millions de boutures de manioc de 25 cm chacune en RCA, au Tchad et à STP et 271 milles plantules de taro au profit de STP. Des semences améliorées d'arachide, de pomme de terre et de haricot ont également été fournies. Le graphique 1 ci après montre l'importance de chaque spéculation ayant reçu l'appui du projet en termes de superficies emblavées.



A l'exception du Cameroun, les petits outils agricoles (houes, machettes, limes,...) ont été fournis dans tous les pays et environ 30 000 ménages en ont bénéficié. Les engrais et les pesticides ont été fournis au Cameroun, au Tchad et à Sao Tomé Principe. Les intrants de production animale constitués par les poussins d'un jour, les aliments pour petits ruminants et porcins ainsi que des produits vétérinaires ont été fournis uniquement au Cameroun.

2.1.3- Profil socio- économique des échantillons de ménages bénéficiaires

Le profil socio économique des ménages enquêtés est résumé dans le tableau 4 ci après. De ce tableau, il ressort que d'une manière générale dans la sous région, les ménages ont sensiblement la même taille (environ 10 personnes chaque); les exploitations de plein champ sont de l'ordre de 3,5 ha excepté la RCA. Par contre, au niveau des maraîchers en RDC, les exploitations sont plus réduites (0,6 ha).

Dans les échantillons constitués dans les différents pays, la proportion de femmes chefs de ménages est très importante en RDC (48%) et relativement faible au Tchad (10%).

Tableau 4: Profil socio économique des bénéficiaires dans les échantillons

Pays	Proportion d'hommes	Proportion de femmes	Taille moyenne des ménages	Part de l'agriculture dans le revenu	Taille de l'exploitation	Capacité à se nourrir
Cameroun	75%	22%	8,91	66%	3,25 ha	7 mois
RDC	52%	48%	9,61	Non disponible	0,69 ha	8 mois
RCA	71%	29%	7,91	Non disponible		8 mois
Tchad	90%	10%	10,0	Non disponible	3,45 ha	7 mois

La part contributive de l'agriculture dans les revenus des ménages est très importante, elle est de l'ordre de 66% au Cameroun. La capacité des ménages bénéficiaires de l'appui du projet à se nourrir à partir de leur propre production tourne autour de 7 à 8 mois par an.

2.2 Identification des bénéficiaires et choix des intrants

L'identification des bénéficiaires le choix des intrants s'est fondée sur des analyses qui diffèrent d'un pays à l'autre :

En RDC, pays qui connaît un conflit interne, l'utilisation de l'appui pour alléger le poids des importations alimentaires notamment le riz a été prépondérant. Par conséquent, le choix de la zone d'intervention (Pool Malebo à Kinshasa) et celui des bénéficiaires est intervenu. Le Ministère Chargé de l'Agriculture en collaboration avec des ONG et des associations de producteurs ont procédé à la désignation des bénéficiaires.

En RCA, autre pays en conflit interne, le souci d'accroître les produits alimentaires de base a été prépondérant, avec cette option et la situation d'insécurité générale dans le pays, la zone d'intervention (la Lobaye) a été retenue et les bénéficiaires également.

Au Tchad, un autre pays en conflit interne, l'option économique et la sécurité alimentaire ont été déterminants dans le choix des spéculations et les zones d'intervention.

Au Cameroun et à Sao Tomé et Príncipe, le renforcement de la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté ont concouru dans le choix des intrants. Par ailleurs, le projet a une envergure nationale dans ces deux pays relativement stables.

Seul le Cameroun a spécifié des critères de désignation des bénéficiaires, mais d'une manière générale dans tous les pays, il faut être producteur de la spéculation retenue et vouloir améliorer ses conditions de vie à travers la mise en œuvre de la technologie apportée par le projet.

2.3. Impression des producteurs qui ont reçu les intrants

2.3.1- Sensibilisation des producteurs sur le pourquoi ils reçoivent des intrants

- Au Cameroun, seulement 3% des bénéficiaires de l'échantillon indiquent avoir reçu les intrants parce qu'ils sont pauvres et vulnérables. Une importante proportion des bénéficiaires (environ 20%) reconnaissent qu'ils bénéficient des intrants parce qu'ils sont membres des GIC, ou alors parce qu'ils sont entrepreneurs et dynamiques ou encore que c'est une aide d'un responsable du MINADER.

- Au Tchad, environ 17% de l'échantillon a indiqué avoir reçu les intrants pour assurer sa sécurité alimentaire, pour 5% c'est pour générer des revenus supplémentaires et pour 21% c'est parce qu'ils sont simplement producteurs. Pour une proportion plus importante (39% des bénéficiaires) ce don résulte de leur appartenance à un groupement villageois.

- En RDC, environ 81% des bénéficiaires croient connaître la raison pour laquelle ils ont été retenus. Parmi les raisons rapportées mais non classées, on retrouve des qualités de bon producteur, de travailleur mais aussi l'expression de la volonté du pouvoir public de combattre la faim et la pauvreté au niveau de leur ménages.

- A STP, les producteurs sont conscients que l'Etat veut promouvoir la production agricole intérieure afin de réduire les importations. Par conséquent, tous les appuis de l'Etat et de ses partenaires sont considérés comme un don du Gouvernement. Néanmoins une grande partie (plus de 60%) reconnaît l'appui de la FAO grâce à la médiatisation qui a entouré le lancement du projet dans ce pays. Par contre, ils sont moins nombreux ceux qui veulent engager leur ressources personnelles pour l'acquisition de ces intrants prétextant que ces intrants ne sont pas à la portée de leur bourse.

D'une manière générale, les réponses apportées par les bénéficiaires montrent que la sensibilisation par rapport aux objectifs du projet a été insuffisante pour une grande partie des bénéficiaires. Il en résulte quelques fois une utilisation non adéquate des intrants fournis.

2.3.2- Connaissance des intrants agricoles reçus et volonté de les adopter

Dans les pays de la sous région les producteurs connaissent les intrants distribués dans le cadre des projets nationaux.

- Au Cameroun, la connaissance des engrais, des aliments pour l'élevage est bien partagée par une grande proportion des bénéficiaires. Cette proportion est moins importante pour les poussins d'un jour, pour les vaccins et pour les semences. Curieusement, la propension pour l'adoption des nouvelles technologies aussi élevée pour les engrais (55%) aliments et vaccins (50%), poussins et semence (45%).

- Au Tchad, les semences distribuées sont acquises sur les marchés locaux, par contre, les engrais et pesticides sont connus mais ne sont pas disponibles sur le marché local.

- En RDC, plus de 64% des bénéficiaires ont déclaré avoir utilisé les mêmes semences améliorées de riz, il en est de même pour les outils. Par contre, très peu de bénéficiaires utilisent les engrais (seulement 9%). Les ménages capables d'acquérir ces intrants s'ils sont disponibles est de l'ordre de 20% pour les engrais.

- A STP, Les semences distribuées ont été acquises sur le marché local excepté le haricot et la pomme de terre. Par contre les engrais et les pesticides sont acquis sur le marché extérieur. Tous les intrants fournis ont été utilisés auparavant par les bénéficiaires.

Pour les semences et les engrais distribués, l'appréciation du niveau de connaissance et la volonté de les adopter dans les pays de la sous région sont contenues dans le tableau 5 ci-dessous :

Tableau 5 : Connaissance des intrants distribués

Connaissance des intrants distribués	Tchad* (n=322)	RCA (n=1410)	RDC (n=150)	Cameroun (n= 934)	Moyenne SR (n=704)
% de bénéficiaires ayant utilisé les intrants avant le projet PCT	51	20	60	50	45,3
% de bénéficiaires ayant reçu une formation sur l'utilisation des intrants avant le projet PCT	34	nr**	80	nr	57,0
% de bénéficiaires pouvant acheter localement les intrants agricoles reçus	75	45	100	50	67,5
% de bénéficiaires prêts à acheter les intrants agricoles distribués sur le marché	75	58	100	100	83,3

** non renseigné dans le rapport

La connaissance des intrants a été beaucoup affirmée lorsque les intrants fournis notamment les semences étaient locales comme c'est le cas au Tchad. Par contre, les semences améliorées les engrais et les outils, étaient moins bien connus. Globalement la volonté d'acquérir les intrants distribués est supérieure aux capacités d'acquisition dans la sous région.

2.3.3- Degré de satisfaction des intrants reçus

- En RDC, la quasi-totalité de ménages agricoles bénéficiaires des actions du projet (96,5%) sont satisfaits de recevoir chacun des intrants agricoles. Elles apprécient à 75% l'opportunité de l'arrivée des intrants et jugent à 80% les intrants reçus adéquats pour améliorer les rendements. Néanmoins, la qualité des intrants distribués n'est approuvée que par 65% des bénéficiaires.

- Au Tchad, plus de 57% des bénéficiaires ont été satisfaits des intrants reçus; le degré de satisfaction des femmes bénéficiaires a été beaucoup plus élevé (71%) contre 56% pour les hommes. Les producteurs de manioc ont également apprécié la variété des boutures livrées même si elles ont été distribuées en tiges. Pour les semences de *bérébéré*, 96% des bénéficiaires ont été satisfaits du pourcentage de la levée enregistrée contre seulement 4% des ménages qui ont notifié que les semences distribuées n'ont pas germées parce qu'elles ne sont pas adaptées à leur zone. Plus de 80% des producteurs enquêtés ont apprécié la distribution du petit outillage aux maraîchers tandis que 15% ont remis en cause la qualité de ces outils. Pour la plupart des bénéficiaires, les intrants et particulièrement les engrais n'ont pas été livrés au moment opportun et sont en quantité insuffisante.

- Au Cameroun, approximativement 91% des bénéficiaires de semences, 87% des bénéficiaires d'engrais, 82% des bénéficiaires de l'aliment bétail et 80% des bénéficiaires des vaccins sont très satisfaits. Environ 70,4% des bénéficiaires de poussins d'un jour sont aussi satisfaits. Par contre, 20% sont insatisfaits à cause de la mortalité élevée enregistrées au niveau des poussins à leur arrivée. S'agissant de la qualité des intrants reçus par les ménages, plus de 90% des ménages ayant reçu l'engrais et les semences affirment avoir été satisfaits de la qualité des intrants reçus.

- A STP, La quasi- totalité (90 à 95%) des bénéficiaires des semences de maïs, des boutures de manioc, et des plantules de taro est très satisfaite pour ces intrants reçus dans le cadre d projet. Tous les bénéficiaires du haricot dont la distribution n'est réalisée qu'à 10% sont également satisfaits. Par contre, plus de 50% des bénéficiaires des semences de pomme de terre sont insatisfaits du fait de la qualité des semences de la variété *Spunta*. Au niveau de l'île autonome de Principe, les bénéficiaires des boutures de manioc évalue les pertes de bouture entre 15 à 20% du fait des conditions de transport. Enfin, l'irrégularité des pluies a été signalée comme ayant affecté les rendements du maïs.

- En RCA, la majorité des ménages bénéficiaires (62 %) est très satisfaite ou satisfaite du type d'intrants agricoles fournis par le projet. L'opportunité des intrants est bien positivement appréciée par 52% des bénéficiaires. Par contre, 25% des bénéficiaires trouvent les intrants fournis non adéquats particulièrement certains outils (machettes et houes). Les houes acquises n'étaient appropriées pour les femmes. De même, la qualité des semences de maïs et d'arachide n'a pas non plus été appréciée par plus de 20% des bénéficiaires (faible taux de germination, matériel végétal non homogène). Par ailleurs les quantités distribuées sont très faibles et certains outils comme les limes ont été insuffisants (une lime pour 2 ménages).

Le degré de satisfaction des ménages bénéficiaires de semences dans la sous région est représenté dans le tableau 6 ci après :

Tableau 6: Degré de satisfaction des ménages bénéficiaires des semences

Satisfaction avec les Semences		Tchad (n= 322)	RCA (n=1410)	RDC (n= 150)	Cameroun (n= 934)	Moyenne SR (n= 704)
Réception	Très insatisfait (%)	4,0	1	0,1	3	2,0
	Insatisfait (%)	21,4	12	1,5	3,8	9,7
	Indifférent (%)	2,5	1	1,9	2,5	2,0
	Satisfait (%)	57,5*	53	38,3	50,5	49,8
	Très satisfait (%)	14,6 *	33	58,2	40,2	36,5
	Total (%)	100	100	100	100	100,0
	Score moyen	3,7	4,4	4,9	4,7	4,4
Moment opportun	Très insatisfait (%)	11,7	3	2	3,3	5,0
	Insatisfait (%)	42,6	40	15	13,5	27,8
	Indifférent (%)	1,7	5	7	4,1	4,5
	Satisfait (%)	35,7	41	34	36,4	36,8
	Très satisfait (%)	8,3	11	42	42,7	26,0
	Total (%)	100	100	100	100	100
	Score moyen	2,3	2,9	4,2	4,2	3,4
Adéquation	Très insatisfait (%)	2,2	3	4	nr	3,1
	Insatisfait (%)	17,4	25	11	nr	17,8
	indifférent (%)	3,4	9	6	nr	6,1
	Satisfait (%)	62,7	55	45	nr	54,2
	Très satisfait (%)	14,3	8	34	nr	18,8
	Total (%)	100	100	100		100
	Score moyen	4,2	3,6	4,3		4,0
Qualité	Très insatisfait (%)	3,1	7	4	2,5	4,2
	Insatisfait (%)	14,3	24	19	5,8	15,8
	Indifférent (%)	3,4	3	12	1,9	5,1
	Satisfait (%)	54,4	54	35	30,7	43,5
	Très satisfait (%)	24,8*	12	30	59,1	31,5
	Total (%)	100	100	100	100	100
	Score moyen	4,1	3,5	3,9	4,6	4,0

* (nr=non renseigné) : utilisation d'autres critères non exploitables dans ce canevas

Le degré de satisfaction des ménages bénéficiaires des engrais distribués dans la sous région est représenté dans le tableau 7 ci après :

Tableau 7: Degré de satisfaction des ménages bénéficiaires des engrais

Satisfaction avec les engrais		Tchad* (n=322)	RDC** (n=150)	RCA*** (n=1410)	Cameroun (n=934)	Moyenne SR (n=704)
Période	Très insatisfait (%)	3,8	nr	nr	3,6	3,7
	Insatisfait (%)	8,7	nr	nr	5,5	7,1
	Indifférent (%)	1,1	nr	nr	3,3	2,2
	Satisfait (%)	72,8	nr	nr	46,4	59,6
	Très satisfait (%)	13,6	nr	nr	41,2	27,4
	Total (%)	100	-	-	100	100
	Score moyen	4,4	-	-	4,5	4,5
Moment opportun	Très insatisfait (%)	9,3	nr	nr	3,6	6,5
	Insatisfait (%)	22,4	nr	nr	14,4	18,4
	Indifférent (%)	0,6	nr	nr	5	2,8
	Satisfait (%)	62,3	nr	nr	32	47,2
	Très satisfait (%)	5,5	nr	nr	45	25,3
	Total (%)	100			100	100
	Score moyen	3,4			4,1	3,8
Adéquation	Très insatisfait (%)	1,1	nr	nr	nr	1,1
	Insatisfait (%)	7,6	nr	nr	nr	7,6
	indifférent (%)	4,9	nr	nr	nr	4,9
	Satisfait (%)	72,7	nr	nr	nr	72,7
	Très satisfait (%)	13,7	nr	nr	nr	13,7
	Total (%)	100	-	-	-	100
	Score moyen	4,6	-	-	-	4,6
Qualité	Très insatisfait (%)	2,2	nr	nr	1,7	2,0
	Insatisfait (%)	9,3	nr	nr	4,6	7,0
	Indifférent (%)	1,6	nr	nr	2,6	2,1
	Satisfait (%)	60,1	nr	nr	28,6	44,4
	Très satisfait (%)	26,8	nr	nr	62,5	44,7
	Total (%)	100			100	100
	Score moyen	4,4			4,7	4,6

* Cette opinion n'a pas été renseignée en RDC. Au Cameroun l'adéquation n'est pas renseignée. En RCA, elle était sans objet (pas d'engrais distribués).

2.3.4- Impacts perçus des TCP par les ménages bénéficiaires

- Au Cameroun, la majorité des bénéficiaires de semences améliorées et d'engrais affirment que les intrants agricoles reçus ont fortement contribué à l'amélioration de leurs conditions de vie. Environ 68,5% de ces bénéficiaires déclarent que leur production agricole a été améliorée. Le nombre de ménages qui relèvent une baisse de leur production est insignifiant (moins de 7%). Il en est de même de l'accessibilité aux aliments ou de la propension à vendre davantage de produits agricoles. Par contre, 56% des bénéficiaires de poussins d'un jour, déclarent n'avoir pas connu une amélioration significative de leur production alors que 32% des ménages dans ce secteur d'activité, reconnaissent avoir observé une augmentation de leur production.

- En RDC, les ménages agricoles bénéficiaires qui ont déclaré que leur production s'est améliorée représentent 44,67%. Alors que, la proportion de ménages qui a déclaré que la production du riz dans leur exploitation s'est dégradée du fait des intrants agricoles reçus du projet est aussi élevée (44%). Pour les autres (11% restant) leur production est demeurée inchangée.

- Au Tchad, 100% des bénéficiaires enquêtés ont loué l'esprit du projet qui consiste à fournir gratuitement des intrants aux producteurs vulnérables. Environ 50% des bénéficiaires ont indiqué que le projet, malgré sa mise en place tardive a permis d'accroître de 4 à 5% leur production. Les maraîchers ont affirmé que les revenus issus des ventes des produits leur ont permis de payer les frais d'inscription de leurs enfants à l'école mais aussi d'acquérir des denrées alimentaire, d'acheter des animaux. Les producteurs du riz ont quant à eux, signifié que l'appui du projet leur a permis d'augmenter de manière substantielle les rendements et donc la production mais également de conserver les semences pour la prochaine campagne.

Les bénéficiaires bérébéré sont moins enthousiastes à cause du retard accusé dans la mise en place de cette spéculation, de l'insuffisance des pluies dans la zone et des inondations survenues dans certaines localités. Par ailleurs, une proportion plus importante de femmes (22%) n'a pas approuvé la qualité des engrais distribués contre 8% pour les hommes.

- A STP, l'amélioration des conditions de vie des ménages bénéficiaires est reconnue par tous les bénéficiaires y compris les bénéficiaires des semences de pomme de terre. Il reste que le manioc et le taro ne seront récoltés qu'en décembre prochain et que le haricot n'est pas encore ensemencé au niveau d'une très grande partie des bénéficiaires.

En somme, la contribution à l'amélioration des conditions de vie des ménages de cette initiative est globalement significative bien que dans certains cas comme en RDC, les gains de productivité ne soient pas très élevés.

Par rapport aux semences et aux engrais, la perception de l'impact des TCP nationaux par les bénéficiaires est contenue dans le tableau 8 ci-après :

Tableau 8 : Perception de l'impact TCP nationaux par les bénéficiaires

Perception de l'impact	Tchad	RCA	RDC	Cameroun	Moyenne SR
Perception sur amélioration de la production					
Fortement dégradé (%)	5,9	22,6	28	3,6	15,0
Dégradé (%)	15,5	27	17	3,3	15,7
Inchangée (%)	27,0	8,9	10	5,5	12,9
Un peu améliorée (%)	43,5	38,2	27	33,3	35,5
Fortement améliorée (%)	8,1	3,3	18	54,3	20,9
Score moyen (1-5)	3,9	2,5	2,8	4,7	3,5
Perception sur l'amélioration de l'accès aux aliments					
Fortement dégradé (%)	3,1	15,8	20	2,7	10,4
Dégradé (%)	12,1	37	20	1,9	17,8
Inchangée (%)	29,2	16	11	9,4	16,4
Un peu améliorée (%)	50,9	27	35	39,4	38,1
Fortement améliorée (%)	4,7	4,2	14	46,6	17,4
Score moyen (1-5)	4,2	2,4	3,0	4,8	3,6
Perception sur l'amélioration dans l'aptitude à vendre des produits					
Fortement dégradé (%)	3,7	15,1	21	3,2	10,8
Dégradé (%)	14,3	22,8	22	2,8	15,5
Inchangée (%)	32,6	27,9	15	16	22,9
Un peu améliorée (%)	47,2	31,3	31	33,9	35,9
Fortement améliorée (%)	2,2	2,9	11	44,1	15,1
Score moyen (1-5)	4,1	3,1	2,9	4,7	3,7

NB : le score de 1 à 5 traduit une opinion qui va de la plus négative à l'opinion la plus positive

Les informations disponibles dans les différents rapports par rapport au niveau de connaissance des intrants distribués et le degré de satisfaction des bénéficiaires sont très hétérogènes. Par contre, la perception de l'impact des TCP nationaux a été appréciée. Les données disponibles par rapport aux semences et aux engrais indiquent qu'au Cameroun au moins 85% des bénéficiaires estiment que le TCP national a apporté une amélioration à leur production et à leur accès aux aliments. Au Tchad, une plus grande proportion de femmes (52%) perçoit une amélioration de sa production contre 42% pour les hommes. Au niveau de la sous région, globalement les bénéficiaires estiment que cet appui a apporté une amélioration à leurs conditions de vie avec un score moyen de 4 sur 5.

3. ANALYSE DU SYSTEME DE DISTRIBUTION DES INTRANTS DANS LES PROJETS TCP

3.1 Principaux type de systèmes de distribution des intrants

La distribution des intrants aux bénéficiaires est un processus qui va de l'établissement de la liste provisoire pour un site identifié pour un ou plusieurs intrants dans le cadre des TCP nationaux jusqu'à la mise à disposition de ces intrants. Dans tous le pays bénéficiaires de cette initiative en Afrique Centrale, ce processus a été diligenté par les structures d'encadrement les plus proches des producteurs ou les démembrements des structures centrales des ministères de l'agriculture chargés de la mise en œuvre de ces projets sur le terrain. Dans certains pays ces démembrements des ministères de l'Agriculture ont travaillé en collaboration avec des organisations non gouvernementales présentes sur le terrain.

Au Cameroun, une liste provisoire de bénéficiaires a été établie par les structures sur le terrain suivant des critères prédéfinis (personne vulnérable exerçant dans le domaine depuis au moins deux ans et qui en tire l'essentiel de ses revenus, ...). Au Tchad, une mission de diagnostic à été diligentée dans les zones retenues pour les différentes spéculations. En RCA et en RDC ce sont les associations de producteurs qui ont été responsabilisées à cet effet par les structures d'encadrement.

Les propositions faites par les responsables des structures habilitées au Cameroun sont soumises pour approbation à la hiérarchie puis à la Représentation de la FAO ce qui en assure une certaine transparence. La liste approuvée est diffusée et un calendrier des distributions élaboré et communiqué. Les distributions ont été assurées par les responsables du ministère de l'agriculture les plus proches des communautés bénéficiaires (Directeur régional, Directeur provincial, Coordonateur régional ou provincial, agent de vulgarisation, ...).

Les bénéficiaires ou leurs organisations émargent sur une liste dressée à cet effet comme c'est le cas au Cameroun et à STP. Au Cameroun, une copie de la pièce d'identité du bénéficiaire est annexée à la liste des bénéficiaires de la localité. Dans certains pays, c'est un comité qui assure le suivi des distributions et dans ce comité, siègent des ONG (cas de la RDC) ou d'autres démembrements du ministère de l'Agriculture (STP, RCA et Tchad).

Selon plusieurs témoins avisés sur le terrain, cette étape constitue une des clés du succès de cette initiative en ce qu'elle a permis que intrants parviennent à ceux auxquels ils sont destinés ; c'est-à-dire, des personnes vulnérables désireuses d'un appui pour le redémarrage de leurs activités agricoles.

3.2 Efficacité des systèmes de distribution des intrants

3.2.1. Connaissance des intrants agricoles reçus et volonté de les adopter

Les bénéficiaires connaissent bien les intrants fournis car ils leur sont parvenus. Ils sont également disposés à les acquérir parce qu'ils savent que ces intrants sont à mesure d'améliorer leur production. Il faut noter cependant que les quantités prévues ne sont pas celles qu'ils déclarent avoir reçu dans certains cas et cette incohérence peut avoir plusieurs causes.

Les organisations de producteurs ont souvent été les intermédiaires entre les structures de distribution et les bénéficiaires de l'appui. Dans plusieurs cas, tous les bénéficiaires ne pouvaient être présents sur les sites distribution et un temps relativement long peut s'écouler entre le jour de la distribution et le jour où les bénéficiaires prennent possession de leurs intrants. Des pertes sont souvent enregistrées et dans le meilleur des cas, tous les membres de l'organisation acceptent de les partager. Dans certains cas, la volonté de satisfaire un nombre plus élevé de bénéficiaires dans leur organisation peut amener les responsables des

organisations de producteurs à procéder à une redistribution des quantités entre leurs membres. La dynamisation des organisations de producteurs, l'un des impacts de cet appui constatés dans les zones d'intervention des projets nationaux dans tous les pays de la sous région est à ce prix.

L'inconvénient majeur de ce système de distribution est la non application correcte du paquet technologique notamment le non respect des doses préconisées pour certains intrants. Par ailleurs, pour la production végétale, certains TCP nationaux ont fournis quelques fois les engrais sans les semences (cas du bananier plantain au Cameroun et du riz au Tchad) ou les semences sans les engrais (cas du riz en RDC, du maïs et du riz en RCA). Dans la sous région, seulement 18% des bénéficiaires de semences améliorées dans le cadre des TCP nationaux ont aussi reçu les engrais minéraux alors que la fumure organique est aussi très peu utilisée.

3.2.2. Degré de satisfaction des bénéficiaires des intrants

La très grande majorité des bénéficiaires de cette initiative est très satisfaite d'avoir reçu gratuitement des semences améliorées et des engrais et des outils. Pour une grande partie des bénéficiaires des ces intrants notamment à STP, cet appui galvanise leurs efforts à produire plus. Il en est de même pour le petit outillage et l'aliment bétail. Les boutures de manioc favorisent la diversification de la production vivrière des producteurs. Les semences améliorées et les engrais distribués enregistrent le plus fort taux de degré de satisfaction élevé.

➤ Semences améliorées distribuées

En effet, les semences améliorées ont été distribuées au Cameroun, en RDC, à STP et en RCA avec des caractéristiques agronomiques intéressantes (rendements élevés, résistance aux maladies, ...). Le maïs est la céréale largement cultivée dans la sous région dans le cadre de cette initiative avec seulement 17% des superficies emblavées (cf. graphique 1). L'appui à l'accroissement de sa production a été assuré au Cameroun, en RCA et à STP. Environ 2.500 ha ont été emblavés dont 1.400 en RCA, 600 à STP et 500 au Cameroun. Dans tous ces pays, c'est de la semence améliorée qui été fournie aux ménages pour couvrir en moyenne un demi ha à raison de 20 kg de semence par ha.

Le riz est une autre céréale dont la culture a été appuyée dans tous les pays excepté à STP. La culture couvre 21% des superficies emblavées dans la sous région. Au Tchad, ce sont les engrais qui ont été fournis aux bénéficiaires alors qu'en RDC, c'est une faible proportion des bénéficiaires (moins de 10%) qui a bénéficié de l'engrais NPK. Par ailleurs, des contraintes pour l'irrigation d'appoint de certaines parcelles consécutives au manque ou au mauvais aménagement des plaines ont été rapportées en RDC mais également en RCA. La production de paddy issue des deux campagnes (campagne A et campagne B) en RDC avec l'appui du projet est de l'ordre de 2 tonnes par ha. La production globale de la plaine est néanmoins en augmentation de l'ordre de 35% lorsque comparé à la production moyenne annuelle des cinq dernières années sur ce périmètre.

Le sorgho avec 39% des superficies emblavées n'a été appuyé qu'au Tchad et au Cameroun. La semence améliorée a été fournie au Cameroun, mais au Tchad, c'est de semence acquise sur les marchés locaux qui a été distribuée aux bénéficiaires au regard de l'urgence de la réponse à apporter à la crise. L'effet conjugué du déficit hydrique et des ravageurs sur cette spéculation a engendré des pertes avoisinant 20% de la production au Tchad. Par contre, grâce à ce TCP, les superficies emblavées avec le sorgho en production de décrue dans cette zone du pays ont été en hausse de 50% environ et une production totale de l'ordre de 3 240 tonnes de sorgho a été engrangée.

Les projets nationaux ont également mis à la disposition des producteurs, des semences améliorées d'arachides, de haricot, de pomme de terre. Du matériel végétal de bonne qualité de manioc, de taro a également été fourni et pour lequel les bénéficiaires manifestent un haut degré de satisfaction parce qu'il permet d'améliorer les rendements ou les revenus ou de relancer les activités ou encore de diversifier les productions.

➤ *Engrais minéraux distribués*

L'appui apporté dans le cadre des TCP nationaux au riz au maïs est constitué généralement d'un kit comprenant les semences et les engrais. C'est seulement en RCA que cette façon de faire n'a pas été retenue à cause du prix élevé des engrais. Les engrais NPK distribués aux bénéficiaires dans la sous région sont de formulation différente. Pour le maïs et le riz par exemple, au Cameroun c'est le NPK 20-10-10, au Tchad NPK 14 -24-14, en RDC NPK 17-17-17, et à STP, du NPK 15-15-15. En RDC, le NPK a été fourni non seulement à une faible proportion des bénéficiaires mais en plus, il est parvenu aux bénéficiaires un peu tard par rapport au développement végétatif du riz. L'urée a été fourni pour le maïs et le riz au Cameroun et pour le maïs à STP.

D'une manière générale, lorsque le paquet technologique est bien appliqué et les conditions agro climatiques favorables, des spéculations comme le maïs et le riz ont donnés des rendements de plus de 4 tonnes par ha (cas de certaines exploitations au Cameroun). Malheureusement, l'absence d'un encadrement de proximité et le fait que les besoins des producteurs en engrais minéraux dans la plupart des pays bénéficiaires sont plus importants que les quantités distribuées, les doses recommandées n'ont pas toujours été respectées affectant ainsi l'expression du potentiel des variétés améliorées fournies.

L'appui à l'intensification des cultures maraîchères a été retenu au Cameroun et au Tchad. Au Tchad, il a été accordé à chaque ménage un kit composé de semences, d'engrais, des pesticides et de petit outillage (houe, bêche, arrosoir,...). Au Cameroun, il s'agit essentiellement de la fourniture d'engrais spécifiques à environ 700 maraîchers répartis dans toutes les régions du pays. Généralement, chaque bénéficiaire a exploité environ 20 à 25 ares de culture pure de chou, de tomate, ou de céleri et a bénéficié uniquement de 100 kg d'engrais NPK (12-14-19 +S).

Cet engrais spécifique est généralement inexistant sur les marchés locaux parce que son marché est relativement étroit pour les opérateurs privés. Son application par les maraîchers bénéficiaires de l'appui dans le cadre du TCP national a produit des résultats spectaculaires. Les rendements de la tomate et du chou ont été multipliés par deux. Concomitamment, des revenus relativement importants ont été obtenus par les bénéficiaires de cet appui. Pour le groupement de producteurs de Santa (Nord Ouest du Cameroun) avec lequel le Consultant a échangé en juillet 2009, la qualité de leur production de chou engraisé (voir page de garde) les préserve contre la chute des prix de ce produit sur le marché témoignant ainsi leur satisfaction pour ce type d'appui et son impact sur leurs conditions de vie.

➤ *Poussins et aliments pour le petit élevage distribués*

La satisfaction des bénéficiaires est partagée pour les poussins d'un jour. En effet, c'est environ 500 ménages répartis dans les régions du Centre (zone de Yaoundé), de l'Est (frontalière avec le Gabon), du Littoral (zone de Douala) et du Sud Ouest (frontalière avec le Nigeria) qui ont bénéficié de 50 poussins d'un jour chacun pour la production de poulets de chair. Il a été octroyé en plus à chaque ménage bénéficiaire de ces poussins, 50 doses de vaccins et 4 sacs de 50 kg d'aliment de volaille.

Le cycle de développement des poulets de chair dans les conditions de croissance optimales est de 45 jours. Malgré les mortalités enregistrées dans toutes les différentes régions du fait de la mauvaise qualité de l'aliment volaille mais aussi la faible maîtrise de la technique de préchauffage des poussins, le rendement moyen obtenu a été supérieur à 50% du nombre de poussins reçus. Compte tenu de la proximité des sites d'intervention avec les centres urbains ou des pays voisins importateurs nets de volaille (Gabon et le Nigeria), le marché pour l'écoulement des poulets de chair a été garanti et des prix de cession moyens de 3 000 f CFA le poulet ont été obtenus. Sur cette base, des revenus substantiels ont été dégagés de cette activité par les bénéficiaires permettant à certains de la pérenniser.

3.2.3. Impacts perçus des TCP sur les ménages bénéficiaires

Pour les bénéficiaires des intrants des TCP nationaux dans le cadre de l'ISFP, l'impact de cet appui au-delà de l'amélioration de leur situation alimentaire et leurs revenus se situe à plusieurs niveaux parmi lesquels : la constitution ou reconstitution des réserves de semences, l'augmentation de l'offre alimentaire, la dynamisation des organisations de producteurs.

- **La constitution ou la reconstitution des réserves semencières** : Dans les pays qui connaissent des conflits internes comme la RDC, la RCA et le Tchad, plusieurs producteurs ne disposent plus d'outils ni de semences pour s'adonner à leurs activités. Dans la plupart des pays bénéficiaires, les semences végétales utilisées par les petits producteurs ont dégénéré et donnent de faibles rendements. A STP, un des objectifs mis en avant au niveau des bénéficiaires, est la reconstitution des réserves de semences. Pour toutes les spéculations appuyées dans la sous région, les bénéficiaires ont constitué ou reconstitué cette réserve semencière au moins pour la prochaine campagne.
- **L'augmentation de l'offre alimentaire sur les marchés**: Grâce aux intrants fournis par le projet notamment les outils, les semences et les engrais, de nombreux producteurs ont élargi leur exploitation et amélioré leurs rendements.

Pour le petit élevage par exemple, certains bénéficiaires de ce type d'appui ont agrandi leur poulailler passant de 50 à 500 poussins après seulement quatre cohortes. De même, l'amélioration du régime alimentaire des porcins et des petits ruminants à travers respectivement la provende et les tourteaux de coton, a produit de bons résultats sur une période légèrement plus longue (3 mois) et un investissement de base un peu plus important.

Certaines technologies proposées dans le cadre cet appui ont fait l'objet d'une appropriation par les bénéficiaires. Au niveau des poulets de chair au Cameroun, il y a une meilleure maîtrise des conditions minimale de démarrage de l'activité (aliment volaille de bonne qualité, du préchauffage des poussins, vaccins à la bonne période et bons abris).

- **La dynamisation des organisations de producteurs** : Dans plusieurs régions, les organisations de producteurs ont été redynamisées avec de nouvelles initiatives. A Bongor au Tchad sur l'un des sites bénéficiaires des intrants du projet les membres de leur association ont opté de vendre les engrais reçu à leurs membres a fin de constituer un fonds de roulement profitable à tous. Ainsi, le fonctionnement normal de ces associations, notamment en termes d'achat et de distribution des intrants aux membres, est garanti même en l'absence d'un appui extérieur.

La mise en œuvre des TCP nationaux a renforcé par ailleurs la dynamique associative et favorisé l'émergence d'initiatives nouvelles dans certaines régions par la création de nouveaux groupements villageois, l'installation de champs communautaires au profit des femmes et de jeunes au Cameroun ou d'anciens fonctionnaires en RCA. Au Tchad, ce sont les femmes des paysans bénéficiaires des intrants pour la culture du sorgho de décré qui se sont spontanément regroupées en associations pour pratiquer le maraîchage sans aucun apport extérieur.

- Les résultats des TCP nationaux ont **un impact également pour les opérateurs privés et pour l'Etat**. L'activité des producteurs de semences a été redynamisée dans certains pays. A STP, les achats locaux de semence ont accru les revenus des producteurs de boutures et des plantules de taro. Pour le ministère de l'agriculture, la mise en œuvre du projet a offert un socle pour le développement de l'agriculture. Grâce à ce projet, le ministère compte redynamiser la production de taro, afin de réduire son importation. Il est en est de même pour des pays comme la RDC, le Tchad, la RCA et Cameroun dans leur politique de promotion de la riziculture.

Enfin, la fourniture par le projet de 140 000 doses de vaccins pour préserver les petits ruminants contre la peste au Cameroun dans deux provinces au nord (zone d'élevage) a engendré des retombées importantes pour les bénéficiaires et pour l'économie nationale.

3.2.4. Contraintes liés au système de distribution des intrants

Dans certains pays, pour des raisons diverses (le stockage de longue durée dans des conditions non appropriées ont conduits à une dégradation de la semence par les insectes et les moisissures), une partie des semences distribuées a été de **qualité médiocre** (arachide en RCA, pomme de terre à STP, sorgho au Tchad). Néanmoins, même dans ces cas, la reconstitution des semences pour la prochaine saison a été possible et à STP par exemple, le prix de la semence de pomme de terre sur le marché local est en baisse considérable par rapport à la même période de l'année précédente grâce à cet appui du projet. A ces différents facteurs qui ont affecté le potentiel des semences distribuées il faut associer les **retards dans la livraison** (la longueur des procédures d'acquisition et de distribution) des intrants par rapport au cycle végétatif et l'irrégularité des pluies surtout pour le maïs et le sorgho. Il y a eu enfin, le **manque d'encadrement** des bénéficiaires à cause de l'insuffisance des ressources humaines et matérielles.

3.2.5. Suggestions pour améliorer le système de distribution des intrants

Les suggestions suivantes sont formulées pour afin d'améliorer éventuellement les prochaines interventions :

- Augmenter les ressources allouées aux TCP nationaux afin de permettre à ce type de projets de toucher un nombre plus important de bénéficiaires ;
- Augmenter le nombre de bénéficiaires des TCP nationaux afin de favoriser l'accroissement de la production alimentaire ;
- Alléger les procédures d'acquisition des intrants par une décentralisation du processus de passation des marchés au niveau sous régional ou même national afin de réduire les délais d'acquisition et impliquer davantage la partie nationale afin de réduire les délais de distribution des intrants sur le terrain;
- Améliorer la communication et la sensibilisation des bénéficiaires par rapport aux objectifs du projet afin que les intrants fournis soient utilisés de manière adéquate;
- Renforcer les capacités organisationnelles des bénéficiaires et leurs connaissances sur les itinéraires techniques, la gestion de la production agricole pour leur permettre d'améliorer leur réserves alimentaires et leurs revenus;
- Renforcer le système de suivi et d'encadrement des bénéficiaires au niveau national et sous régional par l'accroissement des ressources humaines et matérielles des structures techniques chargées de la mise en œuvre des TCP.

3.3 Analyse des Forces, faiblesses, opportunités, menaces

3.3.1 Points forts des TCP nationaux

1. L'encrage institutionnel des projets nationaux a été judicieux dans tous les pays. Il a permis de confier l'exécution technique de ce projet au Ministère chargé de l'Agriculture et même à la direction générale chargée de la production au mieux aux programmes nationaux de sécurité alimentaire et d'établir la collaboration avec d'autres structures impliquées dans sa mise en œuvre.

Ceci a favorisé l'appropriation des acquis par les nationaux et la création d'une synergie d'action sur le terrain ;

2. L'accroissement de la production agricole dans les pays bénéficiaires de cet appui est une contribution appréciable à la réduction des importations alimentaires et une source de revenus additionnelle et de nourriture pour les ménages bénéficiaires. Cette intervention de la FAO est appréciée par les Gouvernements qui ont plaidé pour la reconduction de ce projet en RDC, en RCA au Cameroun à Sao Tomé et Príncipe et au Tchad. Pour les bénéficiaires, cette initiative est positive parce qu'elle contribue surtout à reconstituer les stocks de semences, à apporter des outils et des engrais pour poursuivre l'activité agricole. Il apparaît aussi que toutes les spéculations retenues sont déterminantes dans les stratégies de sécurité alimentaire des pays bénéficiaires;
3. L'accroissement des revenus a été très rapide avec les poussins d'un jour, la provende pour porcins, le maïs et les cultures maraîchères. Pour le riz, l'organisation de la commercialisation avec l'appui du Gouvernement et de ces partenaires au développement est intervenue un peu plus tard notamment au Tchad et en RDC pour offrir aux producteurs des revenus incitatifs pour cette spéculation. Il en sera probablement de même pour le manioc et le taro dont les récoltes sont encours au Tchad et en RCA ou à venir à STP.
4. L'exécution du projet à travers des groupements des producteurs dans tous les pays a renforcé la dynamique associative et favorisé l'émergence des initiatives nouvelles au sein de ces groupes (ex : création de nouveaux groupements féminins où les membres ont initié des activités agricoles à côté des hommes sans avoir été des bénéficiaires directes, travaux champêtres collectifs, installation des champs communautaires, création des fonds de roulement pour l'acquisition des intrants, etc.).

3.3.1 Aspects améliorables des TCP nationaux

1. Les intrants surtout pour la production végétale (semence et engrais) ont été livrés un peu tard par rapport aux souhaits des producteurs mais aussi par rapport au calendrier cultural de certaines spéculations (le cas du haricot sec à Sao Tomé et Príncipe). Le retard dans la distribution de la semence a souvent contraint les producteurs à installer certaines spéculations reçues sur des parcelles un peu plus pauvres. Dans certains cas, la dose d'engrais apportée est réduite par rapport à celle recommandée. Cette situation résulte non seulement de la longueur de la procédure d'acquisition des intrants mais aussi de la capacité relativement limitée des fournisseurs attributaires du marché.
2. L'allocation des engrais aux bénéficiaires des semences a été insuffisante (seulement 18% des bénéficiaires de semences améliorées dans la sous région) pour permettre aux variétés améliorées distribuées d'exprimer leur potentiel dans un environnement où la majeure partie des sols sont pauvres en éléments minéraux. Cette situation s'explique d'une part par les ressources limitées du projet qui n'ont pas permis de doter tous les bénéficiaires de l'appui en semences améliorées des TCP nationaux. Sans engrais pour le riz par exemple, le producteur ne pourra pas dégager une marge bénéficiaire suffisante qui le convainc de s'engager dans une intensification de sa production agricole. Il en est de même pour le maïs pour lequel la production de fumure organique aurait pu permettre de d'alléger les besoins en engrais minéraux.
3. La sensibilisation des bénéficiaires a été insuffisante et plusieurs défaillances dans le suivi des itinéraires techniques des cultures y trouvent aussi leur justification. C'est notamment le taux de mortalité des poussins d'un jour, le sous dosage des engrais minéraux, la production de fumure organique, etc. La formation et l'encadrement rapproché des producteurs contribuent à accroître de manière significative les rendements. L'intensification de la production agricole recherchée à travers cette initiative est également à ce prix.

4. INTEGRATION DES TCP AUX REPOSES GOUVERNEMENTALES

Les réponses Gouvernementales de à la flambée des prix sont à la fois des actions à court et à moyen terme. Pour ce faire, les pays de sous région ont-ils accéléré la mise en œuvre de Programmes de Coopération Technique (TCP) avec la FAO et d'autres partenaires multilatéraux comme l'Union Européenne, afin d'accompagner les actions urgentes initiées au niveau des pays en vue d'assister les petits producteurs à accéder aux intrants agricoles.

Par ailleurs, il est reconnu que le système extensif de production répandu dans la sous région génère de plus en plus de conflits pour l'occupation de l'espace et a montré ses limites. Seule l'intensification permet, tout en augmentant la production agricole, d'atténuer les problèmes fonciers et les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Pour ce faire, il faudra, en plus des itinéraires techniques, produire et mettre à la disposition des producteurs des semences sélectionnées de qualité à la fois pour les cultures irriguées et pour les cultures pluviales. Cette intensification doit prendre en compte, l'amélioration de la disponibilité et de l'approvisionnement des centres urbains et péri urbains en riz, lait, viande légumes et produits avicoles de bonne qualité.

La mise en œuvre des actions pilotes dans le cadre des TCP nationaux a suscité un engouement au niveau des producteurs et il faudra mettre en place à brève échéance des mesures d'accompagnement en vue de consolider les acquis et préserver la dynamique instaurée par ces projets. Pour ce faire, les participants à l'atelier sous régional de restitution et de capitalisation des résultats des TCP nationaux en Afrique Centrale tenu à Libreville du 15 au 17 septembre 2009 ont recommandé entre autres aux Etats de la sous région de :

- subventionner l'approvisionnement en intrants des producteurs et promouvoir la production de la fumure organique;
- s'appropriier les enseignements tirés des TCP nationaux pour leur intégration dans les stratégies et politiques nationales de sécurité alimentaire;
- mobiliser les fonds pour assurer la pérennisation des acquis des TCP nationaux en collaboration avec la FAO et les autres partenaires techniques et financiers;

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'ISFP a mis en évidence, la possibilité d'améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables grâce à un appui judicieux en intrants agricoles. Malgré les résultats très positifs obtenus sur le terrain en Afrique Centrale, il convient de signaler que cette initiative a connu dans sa mise œuvre sur le terrain plusieurs contraintes quelques fois inhérentes à sa nature d'opération d'urgence ou de réhabilitation.

En effet, la faible capacité technique des producteurs, la faiblesse des structures d'encadrement, la longueur des procédures d'achat et de distribution des intrants par rapport aux exigences du calendrier cultural dans certaines régions, ont affecté le niveau de réalisation des résultats.

Par ailleurs, le temps imparti n'a pas permis une programmation concertée des activités avec les structures partenaires sur le terrain. Des contraintes climatiques ont été signalées au Tchad et en RDC et de façon générale l'absence d'une situation de référence n'a pas facilité l'évaluation des résultats atteints par cet appui.

Néanmoins, en Afrique Centrale, la contribution des TCP nationaux a été salutaire à l'endroit des populations parmi les plus vulnérables qui ont bénéficié des intrants pour la relance de leurs activités et reconstitution de leurs réserves alimentaires et de leurs semences. Il en est de même du projet sous régional qui a permis d'apporter un appui technique aux pays bénéficiaires de l'ISFP d'appuyer la réalisation et le suivi des activités et garantir l'exécution des projets nationaux.

Il est encore tôt de penser à la baisse des prix sur les marchés locaux quand bien même les prix internationaux de certains produits ont baissé. Par contre, les revenus des ménages ont été améliorés parce qu'ils ont profité des opportunités générées par l'augmentation de la demande de leurs produits (cas du riz, du maïs, des cultures maraîchères et des produits d'élevage).

D'une façon générale, c'est la sécurité alimentaire au niveau de la sous région qui est améliorée; Cependant, il faudra renforcer cet acquis au cours des prochaines campagnes agricoles. Pour ce faire, les autorités publiques devront prioritairement (i) accorder les subventions à la production locale à travers des facilités aux intrants agricoles (semences améliorées, engrais et fumure organique, pesticides, petit équipement,...); (ii) favoriser l'accès au crédit pour le financement de l'intensification et la diversification de la production agricole afin de réduire les importations alimentaires; (iii) renforcer l'encadrement agricole des producteurs par la vulgarisation de nouvelles technologies

Pour ce faire, il est aussi recommandé aux pays de la sous région d'accroître les investissements dans le secteur agricole pour développer les infrastructures et les marchés mais aussi de poursuivre l'orientation des politiques agricoles en faveur du petit producteur.

La croissance agricole doit s'accélérer dans la sous région grâce à l'utilisation des semences améliorées, de plus d'engrais, de meilleures méthodes culturales d'une grande libéralisation des échanges transfrontaliers et de nouvelles approches de gestion des risques.

Documents de références

N°	Intitulé du Document	Période d'élaboration
1	PRODOC TCP/ RAF/3204 (E)	sept-08
2	TDR des Consultants Internationaux	sept-08
3	Rapports de mission du Consultant en RDC, au Tchad et au Cameroun	déc-08
4	Rapport de mission du Consultant en RCA	févr-09
5	Rapport de mission du Consultant au Cameroun	févr-09
6	Rapport de mission du bureau sous régional à Sao Tomé et Principe	mars-09
7	Rapport de mission du Consultant en RDC	mars-09
8	Rapport du premier trimestre 2009 du TCP /RAF/ 3204 (E)	mars-09
9	Rapport de mission du Consultant au Cameroun	juin-09
10	Rapport de mission du bureau sous régional en RDC	juil-09
11	Rapport de mission du bureau sous régional à Sao Tomé et Principe	juil-09
12	Rapport de mission du Consultant en RCA	août-09
13	Rapport du second et du troisième trimestre du TCP /RAF/ 3204 (E)	août-09
14	Rapport de synthèse pays sur la flambée des prix en Afrique Centrale	juil-09
15	Rapport de synthèse du projet TCP /STP/ 3201	sept-09
16	Rapport du projet TCP/CMR/ 3201 au Cameroun	sept-09
17	Rapport d'exécution du projet TCP/CAF/ 3201 en RCA	août-09
18	Rapport final TCP/DRC/ 3201 en RDC	juil-09
19	Rapport de pré évaluation du projet TCP/THD/ 3201 au Tchad	juil-09
20	Rapport général de l'atelier sous régional sur les acquis de l'ISFP	Sept -09
21	Rapport final d'évaluation TCP/DRC/ 3201(E)	janv-10
22	Rapport final d'évaluation TCP/CHD /3201 (E)	janv-10
23	Rapport final d'évaluation TCP/CMR /3201 (E)	janv-10
24	Rapport final d'évaluation TCP/CAF /3201 (E)	janv-10
25	Rapport provisoire d'évaluation (TCP/ CAF/3201 (E)	
26	Synthèse des bonnes pratiques dans le cadre l'ISFP en Afrique Centrale	Fev-10

ANNEXES

Annexe : 1 : Tableau des quantités d'intrants distribués et du nombre de bénéficiaires par pays

PAYS	Types d'intrants sollicités	Spécifications/Produits	Nombre de bénéficiaires	Quantités d'intrants distribués
CAMEROUN	Semence	Maïs	1 062	10,62 tonnes
		Sorgho	4 00	3,2 tonnes
		Riz	421	5,815 tonnes
	Fumure	Engrais	2 500	5 000 sacs*
	Volaille	Poussins	5 00	25 000
		Vaccins	500	25 000 doses
		Aliments	500	2 000 sacs**
	Ovins /caprins	Tourteaux	200	1 000 sacs **
		Vaccins	7 721	140 000 doses
Porcins	Proviendes	650	2 600 sacs	
TCHAD	Semence	Sorgho	6 183	60 tonnes
		Manioc	300	625 250 mètres linéaires
	Fumure	Engrais	1 600	160 tonnes
	C. Maraîchères	Kit complet	1 400	1 400 kits***
	Autres	Engrais.	1 400	5,6 tonnes
		Pulvérisateurs	1 400	70 unités
RDC	Semence	Riz (A&B)	10 029	129 tonnes
	Fumure	Engrais	625	25 tonnes
	Outils	Houes	10 029	11 805
		Machettes	10 029	11 805
		Limes	10 029	11 805
RCA	Semence	Arachide	11 406	112 tonnes
		Riz	11 709	51, 65 tonnes
		Maïs	14 515	53,2 tonnes
		Manioc	9 935	44 227 bottes
	Petits Outils	Houes	14 100	14 100
		Machettes	14 100	14 100
		Limes	14 100	7 332
SAO -TOME ET PRINCIPE	Semences	Maïs	727	6 tonnes
		Haricot	151	9,6 tonnes
		Pomme de terre	63	25,2 tonnes
		Manioc	418	228 000 boutures
		Taro	501	271 000 plants
	Fumure	NPK	727	28 tonnes
		Urée	727	15 tonnes
	Pesticides	Décis	750	90 litres
		BB	63	200 kg
	Petits Outils	Machettes	1 860	1 860
		Houes	1 860	1 860
Dabas		1 860	1 860	
Limes		1 860	1 860	

* =sac de 50 kg

**= sacs de 60kg

***Kit= semences, pesticides, seau, houe, arrosoir

Annexe 2: Tableau de description des projets TCP dans le cadre de l'ISFP dans la sous région Afrique Centrale

Country	TCP Project code	Brève description des projets de la sous région			
		Objectifs	Extrants	Zone ciblée et nombre de ménages	Budget total (USD)
CAMEROUN	TCP/CMR/3201	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la production agricole des ménages ciblés ; - Augmenter la disponibilité des produits marchés sur les marchés ; - Améliore la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté. 	Production de produits végétaux (maïs, de sorgho, de riz, légumes) et de produits animaux (volaille, petits ruminants, porcins)	Environ 4 400 ménages bénéficiaires pour la production végétale et 1 850 ménages bénéficiaires pour la production animale.	500 000
République Démocratique du Congo	TCP/DRC/3201	Augmenter la disponibilité de riz de production locale au profit des ménages et du marché intérieur	Production de riz sur deux campagnes	Environ 10 000 maraîchers dans le Pool Malébo dans les environs de Kinshasa	500 000
République Centrafricaine	TCP/CAF/3201	<ul style="list-style-type: none"> Fournir de semences vivrières adaptées aux producteurs vivriers ; - Fournir des outillages agricoles à ces ménages pour la reprise des activités de production ; et - Apporter une assistance logistique pour la mise en œuvre du projet. 	Production de maïs, d'arachides de manioc	Environ 8600 dans régions hors des zones en conflit interne	500 000
TCHAD	TCP/CHD/3201	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les disponibilités alimentaires pour les ménages et - diversifier les produits et améliorer les revenus et l'alimentation des bénéficiaires 	Production de céréales (Riz, sorgho de décrue) de manioc et de légumes.	Environ 10 000 dans plusieurs cantons, dans le périmètre rizicole de Bongor et autour des 05 grandes villes du pays	500 000
Sao Tomé et Príncipe	TCP/STP/3201	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la production agricole des ménages ciblés ; - Augmenter la disponibilité des produits marchés sur les marchés 	Production vivrière (maïs, haricot, manioc, taro) et maraîchère (pomme de terre)	Environ 1 450 ménages sur l'ensemble du pays incluant l'Ile de principe.	250 000

Annexe 3: Tableau du nombre de ménages bénéficiaires selon le pays et le type d'intrant

TYPE INTRANTS	PAYS					TOTAL
	Cameroun	Tchad	RCA	RDC	STP	
Semences	1 883	9 960	14 515	10 029	1 860	38 247
Engrais (NPK et Urée)	2 500	3 000		625*	727	6 752
Pesticides		1 400			63	1 463
Outils (machette, houes limes daba)			14 100	10 029	1 860	25 989
Volaille (poussins, aliments et vaccins)	500					500
Petits ruminants (tourteaux et vaccins)	7 921*					7 921
Porcins (provende)	650					650
Total	13 454	9 960	14 515	10 029	1 860	49 818

* NPK seulement

Annexe 4: Tableau des superficies emblavées en hectares par spéculation et par pays

TYPE DE SPECULATION	PAYS					TOTAL
	Cameroun	Tchad	RCA	RDC	STP	
Riz	97	450	1 158	1 424,38		3 129,38
Maïs	531		1 412		600	2 543
Sorgho	400	5 138				5 538
Haricot					720	720
Manioc		149	884		270	1 303
Arachide			1 040			1 040
Taro					30	30
Cultures maraichères	*	280				280
Bananier Plantain	*					
Pomme de terre					15	15
Total	1 028	6 017	4 494	1 424,38	1 035	13 998, 38

Annexe 5: Ménages bénéficiaires vs superficies emblavées par pays

